FONDATION
DE L'INNOVATION
POUR LA DÉMOCRATIE

Appel à communication pour le colloque

Démocratie substantive, environnement et durabilité dans les îles de l'océan indien

Antananarivo, Madagascar 3-5 Mars 2025

Objective

Dans le cadre du lancement de son antenne indo-océanique, **la Fondation de l'innovation pour la démocratie** organise, du **3 au 5 Mars 2025** à **Antananarivo, Madagascar**, un colloque inter-régional sur le thème: **"Démocratie substantive, environnement et durabilité dans les Iles de l'océan indien"**.

1. Contexte

Depuis l'instauration du multipartisme dans les années 1990 sur le continent africain, la notion de démocratie a souvent été réduite à sa seule dimension électorale. Focalisée sur les processus électoraux et le principe d'alternance des régimes politiques, cette approche des modalités d'exercice des responsabilités collectives et des libertés citoyennes a engendré de nombreuses controverses et malentendus. Elle a notamment contribué à diffuser l'idée selon laquelle la démocratie serait fondamentalement une idéologie occidentale, importée et imposée aux sociétés africaines.

Or, les multiples crises traversées par le modèle démocratique dominant et observées tant dans les pays qualifiés de « vieilles démocraties » que dans d'autres contextes dits « émergents » soulignent la nécessité de repenser la démocratie. Cette réflexion invite, d'une part, à dépasser les paradigmes classiques ou néo-institutionnalistes promus par les organisations internationales et, d'autre part, à envisager des approches historiques et contextualisées, qui valorisent en particulier les formes endogènes du vivre-ensemble, les manières de gouverner qui soient véritablement participatives et l'importance des communs.

Ce colloque inter-régional s'inscrit dans cette dynamique. En droite ligne du projet de démocratie substantive porté par la Fondation, il s'efforce de réarticuler la démocratie en Afrique en tenant compte de la complexité des trajectoires socio-historiques propres aux sociétés africaines et des spécificités territoriales et sociolinguistiques qui les caractérisent. Ainsi, met-il en débat ; enjeux écologiques et environnementaux contemporains, problématique des "communs" et interrogations concernant la durabilité. Le tout est décrypté sous le prisme des défis d'une démocratie substantive dans la région de l'Océan Indien.

2. Problématique du colloque

Le colloque sera un espace régional de dialogue et de partage d'expérience. Il permettra de réfléchir sur les défis communs en matière de consolidation des systèmes démocratiques et d'amélioration des processus de gouvernance durable des ressources naturelles.

Le colloque s'inscrit dans un contexte régional et global marqué par des crises multiformes de gouvernance. A titre d'exemple, les îles de l'Océan Indien sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique, de la dégradation des écosystèmes marins et terrestres et de la surexploitation des ressources naturelles, dont les causes ou facteurs d'aggravation sont souvent associés à la question des inégalités sociales, des problématiques genres, des injustices et de la pression démographique. Dans la plupart des cas, ces défis sont liés aux dysfonctionnements des systèmes de gouvernance, de participation citoyenne, et de démocratie de manière générale. Le colloque favorisera la rencontre et l'échange entre les différents acteurs impliqués dans la gouvernance démocratique et environnementale (chercheurs, citoyens, décideurs politiques, organisations de la société civile et autres voix marginalisées).

La gouvernance des ressources naturelles et les défis de durabilité sont intrinsèquement liés à la problématique de la démocratie substantive. Le colloque analysera ces interrelations en tenant compte des spécificités géographiques et socio-politiques des îles de l'Océan Indien. Une attention particulière sera accordée à la façon dont les inégalités socio-économiques influencent la gestion des ressources naturelles et les processus démocratiques. L'on se posera par ailleurs la question de savoir quels modèles peuvent émerger des expériences comparatives entre les îles. L'approche proposée consistera ainsi à identifier des solutions locales basées sur des savoirs endogènes tout en s'inscrivant dans une perspective comparative régionale.

3. Axes thématiques du colloque

Le colloque s'articule autour de six axes :

3.1. Justice sociale, durabilité environnementale et capital immatériel

Les liens entre justice sociale et durabilité environnementale s'inscrivent dans une dynamique où les inégalités sociales exacerbent les tensions autour de la gestion des ressources naturelles. Le principe de justice sociale repose principalement sur une répartition équitable des ressources, mais aussi sur une reconnaissance des droits des communautés historiquement marginalisées. Dans la région de l'Océan Indien où de profondes inégalités persistent, concilier justice sociale et durabilité passe par des mécanismes participatifs, impliquant les communautés locales dans les décisions relatives à la gestion des écosystèmes. Un aspect souvent négligé dans cette dynamique est le capital immatériel, qui englobe les savoirs traditionnels, les pratiques culturelles et les liens sociaux propres à chaque communauté. Ce capital immatériel constitue un levier essentiel pour renforcer la résilience des populations face aux défis environnementaux, tout en permettant la préservation de l'identité et des valeurs

locales. L'intégration de ce capital immatériel dans les processus de gestion environnementale permet non seulement de valoriser des connaissances ancestrales, mais aussi de favoriser une gouvernance plus inclusive et durable, respectueuse des spécificités culturelles des communautés.

3.2. Décentralisation et développement des territoires ruraux

La décentralisation est souvent perçue comme une solution visant à rapprocher les processus de prise de décision des réalités locales, en particulier dans les zones rurales. Les savoirs locaux doivent être intégrés dans la gouvernance pour garantir l'efficacité des politiques publiques dans les territoires marginalisés. Dans le contexte des territoires locaux de l'Océan Indien, la décentralisation peut permettre une meilleure gestion des ressources naturelles, à condition qu'elle s'accompagne de transferts effectifs de compétences et de financements. Sans un véritable engagement pour l'inclusion, la décentralisation risque de reproduire les inégalités déjà présentes.

3.3. Savoirs locaux, pratiques coutumières et gouvernance inclusive

Les systèmes locaux de connaissances et les pratiques coutumières jouent un rôle central dans la gouvernance durable des ressources naturelles. Dans l'Océan Indien, les pratiques agricoles coutumières ou les méthodes traditionnelles de gestion des écosystèmes marins peuvent offrir des alternatives viables aux approches technocratiques souvent imposées par des cadres internationaux. Une gouvernance inclusive ne devrait par conséquent pas ignorer les réalités culturelles et les valeurs locales.

3.4. Ressources marines et enjeux globaux

Les ressources marines des îles de l'Océan Indien sont progressivement intégrées dans des réseaux économiques mondialisés, ce qui crée des tensions entre exploitation économique de ces ressources et protection de l'environnement. Si les ressources marines sont à la fois biens communs locaux et enjeux stratégiques globaux, il est alors nécessaire de favoriser un dialogue entre les échelles locales et globales pour éviter la marginalisation des communautés littorales. Ces enjeux sont amplifiés par le changement climatique, qui affecte les récifs coralliens et les écosystèmes marins essentiels à la pêche, principales sources de subsistance pour des millions d'habitants.

3.5. Genre, climat et sociétés

La question du genre est essentielle dans les dynamiques sociétales et environnementales, en particulier dans les îles de l'Océan Indien, où les femmes occupent une place centrale dans les activités agricoles, la gestion des ressources naturelles et les pratiques communautaires. Wangari Maathai, militante kenyane et lauréate du prix Nobel de la paix, a démontré dans quelle mesure l'autonomisation des femmes transforment les sociétés et renforce la résilience face aux défis socio-environnementaux. Dans des contextes comme celui de Madagascar, où les femmes assurent souvent la gestion de l'accès à des ressources vitales comme l'eau et les denrées alimentaires, leur rôle dans la prise de décision locale et la gouvernance des ressources est indispensable pour promouvoir une durabilité inclusive. Une approche par le genre, des questions environnementales, permet ainsi de mieux comprendre et répondre aux besoins et aux spécificités des communautés, tout en valorisant les savoirs et initiatives portés par les femmes.

3.6. Inégalités et mobilisation citoyenne pour la durabilité

Les inégalités économiques et sociales freinent la participation citoyenne, un élément essentiel pour construire des trajectoires durables. La mobilisation citoyenne peut transformer les systèmes de gouvernance en outils de justice sociale, à condition qu'elle repose sur des alliances fortes entre la société civile, les chercheurs et les autorités publiques. Dans les îles de l'Océan Indien, les mouvements citoyens, comme ceux liés à la défense des terres ou à la préservation des forêts, démontrent le potentiel d'une mobilisation collective pour des causes environnementales. Ces actions, inspirées par des exemples africains tels que le mouvement des jeunes pour le climat au Kenya, montrent que la lutte contre les inégalités est indissociable de la durabilité écologique.

CONDITIONS DE SOUMISSION

Les personnes intéressées à participer à ce colloque sont invitées à soumettre leurs propositions sous la forme d'un **résumé de 500 mots maximum, interligne 1, taille de texte 12**.

La proposition de communication, en français ou en anglais, doit impérativement inclure:

- **Le titre de la communication,**
- **L'axe thématique auquel se rapporte la communication proposée,**
- **L'auteur.e ou les auteur.e.s avec leurs noms et prénoms, leurs coordonnées email et leur affiliation institutionnelle,**

L’intérêt du sujet, une problématique identifiée, l’hypothèse retenue ainsi que deux à trois mots-clés.

Lors de la sélection des candidats, priorité sera accordée à des propositions qui reposent sur des enquêtes de terrain.

Les candidat.e.s retenu.e.s seront invité.e. s à prendre part au colloque.

Les intentions de communication doivent parvenir aux organisateurs au plus tard le 31 Janvier 2025.

Pour plus de fluidité et de confort, nous vous conseillons de compléter le formulaire de candidature depuis un ordinateur.

Fifth Floor, University Corner, University of the Witwatersrand, Johannesburg 2050, South Africa
Tel: + 27 11 717 4220
Email: applications@innovationdemocratie.org
Website: www.innovationdemocratie.org
Linktr.ee: linktr.ee/IDFoundation